



Pris connaissance le 15-05-15  
à Aubervilliers

PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS

**PRÉFECTURE**

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE  
ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral n° 2015-0981 du 24 avril 2015  
portant mise en demeure de régulariser la situation administrative  
des installations de la société EURASIA GROUPE SA  
situées 37 à 41, rue de Verdun à La Courneuve (93120).

Le préfet de la Seine-Saint-Denis  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-7, L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 97-0620 du 10 février 1997 autorisant la société FRANCE DOCKS à exploiter diverses installations sur le territoire de la commune de La Courneuve ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 avril 2015 établi suite à l'incendie survenu le 17 avril 2015 et aux visites du site des 17 et 20 avril 2015, et transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'évaluation du volume total de l'installation figurant dans l'arrêté préfectoral n°97-0620 du 10 février 1997 est de 219 000 mètres cubes ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant avait déclaré dans son courrier du 25 avril 2010 des volumes et quantités de stockage conduisant au déclassement des installations précédemment classées à autorisation sous la rubrique 1510 ;

CONSIDÉRANT que l'inspection a constaté lors des visites des 17 et 20 avril 2015 que les installations du 37-41, rue de Verdun à La Courneuve, désormais exploitées par la société EURASIA GROUPE, étaient classables en enregistrement sous la rubrique 1510 :

« Stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques, le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 300 000 m<sup>3</sup> ;

CONSIDÉRANT que l'installation est exploitée sans avoir déposé la demande d'enregistrement requise par l'article L. 512-7 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société EURASIA GROUPE de régulariser la situation administrative de ses installations situées 37 à 41, rue de Verdun à La Courneuve ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis,

## ARRÊTÉ

**Article 1<sup>er</sup> :** La société EURASIA GROUPE SA, dont le siège est situé 28-34, rue Thomas Edison à Gennevilliers (92230), est mise en demeure de régulariser la situation administrative de ses installations situées 37 à 41, rue de Verdun à La Courneuve (93120), soit :

- En déposant un dossier de demande d'enregistrement en préfecture comme indiqué aux articles L. 512-7 et suivants du code de l'environnement ;
- En cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-7-6 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

Dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;

Dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-46-25 ;

Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement, ce dernier doit être déposé dans un délai de trois mois.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

**Article 2 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

**Article 3 : Voies et délais de recours :** Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Montreuil, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;

Pris connaissance le 15-05-15  
à Aubervilliers 2/3



- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

*Ces délais ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.*

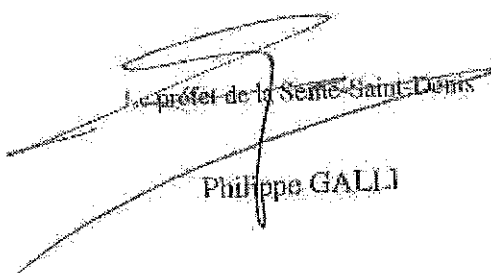
Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à la société EURASIA GROUPE SA, à son siège situé 28-34, rue Thomas Edison à Gennevilliers (92230) par les services de la circonscription de sécurité de proximité territorialement compétente.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera adressée au maire de La Courneuve pour information.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, le sous-préfet de Saint-Denis, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, le maire de La Courneuve sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera publiée au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Pris connaissance le 15-05-15  
à Aubervilliers

Le préfet,

  
Le préfet de la Seine-Saint-Denis  
Philippe GALLI